

Point de Presse du Conseil d'Etat

29 août 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat

M. Olivier Jornot, procureur général

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	4
Nuisances sonores dues aux chemins de fer : la Confédération doit poursuivre ses efforts	4
Combustion du bois : non au projet de modification de l'ordonnance sur la protection de l'air	5
Oui au transfert économique de la concession de Rouge FM SA	5
Rapport périodique sur l'élimination de la discrimination raciale	6
Oui à la révision de l'ordonnance sur les professions relevant du domaine de la psychologie	6
Genève	7
Le Conseil d'Etat et le procureur général adoptent une politique commune en matière de lutte contre la criminalité	7
Prestation de serment de l'école de police	9
Petit-Saconnex : 260 logements en perspective	9
89 nouveaux logements prévus à Thônex	10
Projet de loi pour des activités et des équipements publics à Pregny-Chambésy	10
Echelonnement des dispositions concernant les grands consommateurs d'énergie	11
Université de Genève : convention d'objectifs pour les années 2012 à 2015	11
Règlement provisoire sur l'imposition des participations de certains collaborateurs d'entreprises	12
Aide financière de trois millions de francs à la Fédération genevoise de coopération	12
Changements de conseillères et conseillers municipaux dans trois communes	13
Nominations	14
Agenda des invitations à la presse	16

Genève-Confédération

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

Dans la perspective de la [session d'automne du parlement fédéral](#), qui se tiendra du 10 au 28 septembre prochains, le Conseil d'Etat a rencontré la délégation genevoise aux Chambres fédérales dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette entrevue traditionnelle a été l'occasion d'aborder des thèmes tels que les effets sur le canton de Genève de la révision de la loi sur l'asile, la fiscalité des entreprises, la poursuite des activités de World Radio Switzerland hors du périmètre de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR), ou encore le litige concernant les réserves des caisses d'assurance-maladie.

Nuisances sonores dues aux chemins de fer : la Confédération doit poursuivre ses efforts

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, s'agissant de la modification de la loi fédérale sur la réduction du bruit émis par les chemins de fer.

Genève salue la volonté du Conseil fédéral de poursuivre ses efforts dans la réduction des nuisances sonores issues de l'exploitation des chemins de fer, malgré la réduction globale du crédit d'engagement (crédit de la Confédération pour contribuer à l'assainissement).

Concernant la pose de fenêtres antibruit sur le territoire du canton, plusieurs procédures d'approbation de plans sont en attente de traitement auprès de l'Office fédéral des transports et il n'est pas certain que le remplacement des fenêtres puisse être effectif avant le délai légal de 2015. C'est pourquoi le Conseil d'Etat demande à la Confédération d'assurer le financement des mesures d'isolation acoustique au-delà de 2015.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, direction générale de la mobilité, DIME,
☎ 022 546 78 38.*

Combustion du bois : non au projet de modification de l'ordonnance sur la protection de l'air

Le Conseil d'Etat s'est déclaré défavorable au projet de modification de l'ordonnance sur la protection de l'air en ce qui concerne la combustion du bois, mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

Ce projet propose d'inclure le bois façonné non traité (palettes, piquets, etc.) dans la catégorie « bois de chauffage », permettant ainsi sa valorisation thermique dans de simples petites installations de chauffage. A l'heure actuelle, ces dernières ne peuvent brûler que du bois naturel car elles ne disposent pas de système de traitement des fumées.

L'utilisateur ne pouvant déterminer sans une analyse chimique coûteuse si du bois façonné est souillé par des substances chimiques ou non, la combustion de ce dernier générerait un risque de rejet de polluants dangereux pour l'environnement et pour la santé de la population (métaux lourds et dioxines). Par conséquent, le Conseil d'Etat refuse le projet mis en consultation, estimant qu'il n'est pas cohérent avec les objectifs de sa politique d'assainissement de l'air (Plan d'assainissement OPair, qui prévoit une mesure spécifique pour limiter les émissions des poussières fines dues aux chauffages à bois), et qu'il risque à la longue de péjorer la qualité de l'air.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Royer, directeur du service de protection de l'air, DIME
☎ 022 388 80 50.

Oui au transfert économique de la concession de Rouge FM SA

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement au Conseil fédéral concernant la demande de transfert de l'actionnariat de la société mère Unicast SA, qui détient les sociétés de médias Rouge FM SA (elle-même détentrice de Radio Lac SA), Rouge TV SA, Média Régie SA et Multicast SA et dispose d'une concession pour diffuser radio Rouge FM dans la région de l'Arc lémanique. L'actionnariat sera désormais détenu à 80% par Maxiris SA (en mains de M. Hugues de Montfalcon) et à 20% par plusieurs collaborateurs actifs dans les diverses sociétés du groupe. La documentation relative à ce transfert est consultable sur le site Internet de l'Office fédéral de la communication (OFCOM), à l'adresse www.bakom.admin.ch.

Le Conseil d'Etat n'est pas opposé au changement d'actionnariat et au transfert économique de la concession demandés dans la mesure où cela n'affecte pas la politique du canton, dont les principaux objectifs sont le maintien à Genève d'une radio locale avec une programmation 24 heures sur 24 à laquelle la population genevoise est habituée ; la préservation des emplois actifs dans notre canton ; le maintien d'une saine concurrence entre les radios privées – notamment One FM et Radio Cité – mais également entre les groupes privés et la radio publique sur le bassin lémanique, ainsi que d'une égalité de traitement.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Loeffler, service de la promotion économique, DARES,
☎ 022 388 34 34.

Rapport périodique sur l'élimination de la discrimination raciale

Le Conseil d'Etat a présenté différents éléments en réponse à une consultation du Département fédéral des affaires étrangères sur le projet de rapport périodique de la Suisse sur l'application de la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pour la période d'août 2008 à décembre 2011.

Ces éléments, concernant la mise en œuvre au niveau cantonal, portent notamment sur les activités menées ou financées par l'Etat contre le racisme et pour la promotion du respect des minorités religieuses – activités incluant la mise à disposition d'informations tendant à faciliter l'accès des personnes migrantes aux services publics –, les différentes mesures entreprises par l'Etat pour mettre en œuvre un climat scolaire exempt de toutes formes de discrimination, ainsi que l'ouverture, fin septembre 2012, d'un terrain de stationnement pour les gens du voyage sur la commune de Versoix.

La convention est entrée en vigueur pour la Suisse le 29 décembre 1994. Son application est contrôlée par le biais de rapports étatiques périodiques que les Etats s'engagent à soumettre à l'organe de contrôle permanent de la Convention, à savoir le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD). La Suisse devra présenter, avant le 14 novembre 2012, son rapport combiné portant sur la période d'août 2008 à décembre 2011.

Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.

Oui à la révision de l'ordonnance sur les professions relevant du domaine de la psychologie

En réponse à une consultation du Département fédéral de l'intérieur, le Conseil d'Etat a indiqué qu'il soutient le texte de l'ordonnance sur les professions relevant du domaine de la psychologie. Le gouvernement genevois salue notamment la volonté du législateur fédéral de limiter la durée des formations en en fixant une durée minimale et maximale (entre deux et six ans) en fonction du titre postgrade visé.

Avec un système d'autorisations et une surveillance des professions relevant du domaine de la psychologie, le canton de Genève dispose déjà d'une législation comparable aux nouvelles dispositions fédérales. Ces prescriptions pourront ainsi être mises en œuvre moyennant une adaptation peu conséquente du droit cantonal.

Pour toute information complémentaire : Pr. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.

Le Conseil d'Etat et le procureur général adoptent une politique commune en matière de lutte contre la criminalité

Le Conseil d'Etat a approuvé une [convention intitulée « Politique commune en matière de lutte contre la criminalité 2012-2014 »](#), élaborée conjointement par M. Olivier Jornot, procureur général, et M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat chargé du département de la sécurité (DS). Il a désigné ce dernier pour signer ce document au nom du collège.

La convention prévoit huit axes de politique de lutte contre la criminalité pour la période 2012-2014 :

- lutte contre les violences ;
- sécurité de l'espace public ;
- lutte contre les cambriolages ;
- lutte contre le trafic de stupéfiants ;
- lutte contre l'implantation de toute forme de crime organisé ;
- conformité de la place financière ;
- lutte contre la migration illégale et le travail au noir ;
- lutte contre les comportements agressifs visant les policiers et autres agents publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Après concertation entre les principaux partenaires concernés, à savoir le chef du DS, la cheffe de la police et le procureur général, il a été décidé d'orienter les efforts de politique criminelle sur les deux priorités immédiates et principales suivantes :

- la lutte contre les violences ;
- la lutte contre les cambriolages.

Face à une détérioration objective de la sécurité dans le canton, avec pour conséquence une pression accrue de toutes les parties prenantes – population en premier lieu, mais également communauté internationale et Confédération – pour que cesse cette dégradation, il apparaît plus que jamais nécessaire de coordonner les efforts des autorités politique et judiciaire en matière de lutte contre la criminalité.

L'ouverture des frontières, couplée à la situation géographique particulière de Genève, a rendu la criminalité davantage volatile, tout comme l'avènement de la société de communication l'a rendue plus diffuse. Le contexte socio-économique mondial actuel, duquel Genève et la Suisse tirent leur épingle du jeu, a également pour effet d'augmenter l'attractivité criminelle du site.

La lutte contre cette criminalité complexe et croissante ne peut dès lors plus se faire de manière sectorielle et cloisonnée, cette façon de procéder étant désormais inopérante et source de frustrations pour les acteurs de la sécurité.

Face à ce changement de paradigme, il est indispensable, à l'image de ce qui a été réalisé dans les cantons de Neuchâtel, Fribourg, Jura ou encore Zürich – mais qui constitue une première à Genève –, de définir une stratégie, puis une feuille de route incluant les paramètres propres à tous les maillons de la chaîne sécuritaire, à savoir la police, la justice et le système de suivi administratif et pénitentiaire.

C'est dans cette logique que le conseiller d'Etat chargé du DS et le procureur général de la République et canton de Genève ont demandé à la cheffe de la police et à son service d'études stratégiques de réaliser une étude ayant pour objectif de dresser un état de la situation en matière de criminalité dans le canton, ainsi que de décrire les tendances de la criminalité à court, moyen et long terme.

A la lumière des résultats de cette étude, permettant d'objectiver la situation actuelle en matière de criminalité, le DS et le Ministère public se sont mis d'accord sur ce que devraient être les axes et priorités du canton de Genève en matière de lutte contre la criminalité d'ici à 2014. Les mots-clés qui guideront l'action des acteurs de cette politique seront prévention, célérité et rigueur.

En amont, la police est invitée à agir sur les précurseurs de la violence gratuite, à savoir les endroits où l'on consomme de l'alcool et où l'on sort parfois muni d'une arme. Il s'agira pour la police, par des contrôles ciblés, de saisir les armes portées et de dénoncer les auteurs au Ministère public. Une attention particulière sera portée aux mineurs alcoolisés dont les situations pourront soit faire l'objet d'une dénonciation pénale, soit d'un signalement à l'autorité tutélaire.

En aval, le Ministère public sera rapidement informé par la police des cas graves. Il pourra ainsi utiliser plus efficacement les moyens de contrainte à sa disposition et notamment requérir du tribunal des mesures de contrainte l'incarcération des auteurs présumés lorsque les conditions légales seront réunies.

Cette déclaration commune, en exprimant une vision politique claire, permettra de clarifier et de hiérarchiser les missions de la police, demandeuse de lignes directrices.

Ces axes et priorités avalisés par le Conseil d'Etat et le procureur général, ordre sera donné à la police, à l'office pénitentiaire et aux autres entités administratives concernées de proposer plusieurs stratégies permettant leur mise en œuvre. Au Ministère public, ces axes et priorités se traduiront en directives du procureur général et guideront les magistrats dans leur action, dans le respect de leur indépendance.

Il s'agira ensuite d'identifier rapidement les ressources financières et humaines nécessaires à leur réalisation. La nouvelle procédure pénale et la modernisation des moyens mis en œuvre dans les instructions nécessitent des ressources humaines accrues.

L'objectif temporel de cette feuille de route, soit 2014, est volontairement réduit. Cette dernière a toutefois pour objectif d'instaurer une stratégie de lutte contre la criminalité à long terme, l'augmentation de cette dernière ne pouvant être considérée comme une fatalité eu égard à la tâche régalienne de l'Etat d'assurer la sécurité de sa population et le respect de la loi.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67, ou M. Olivier Jornot, procureur général, en contactant M. Vincent Derouand, responsable de la communication, PJ, ☎ 022 327 62 78 ou 076 615 54 66.

Prestation de serment de l'école de police

La prestation de serment de l'école de police a eu lieu ce jour sur la promenade de la Treille, à l'issue du traditionnel cortège dans les rues de la ville.

Ce ne sont pas moins de quatorze nouveaux gendarmes (trois femmes et onze hommes) qui ont prêté serment devant le Conseil d'Etat *in corpore* et qui, dès le 1^{er} septembre, seront engagés dans les divers postes de police du canton au service de la population (photo T. P. Graindorge).



Cette traditionnelle cérémonie est le point d'orgue d'un enseignement dispensé durant douze mois au centre de formation de la police à l'ensemble des aspirants de police. Cette formation a été couronnée à Genève par l'obtention du brevet fédéral de policier.

Pour toute information complémentaire : M. Eric Grandjean, officier de communication de la police, DS,
☎ 022 427 56 01 ou 079 941 51 80.

Petit-Saconnex : 260 logements en perspective



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur des terrains situés en ville de Genève, section du Petit-Saconnex, le long des rues Edouard-Rod et Soubeyran et de l'avenue Soret. D'une superficie totale de 30 661 m². Le périmètre comprend vingt-et-une parcelles dont dix sont en mains publiques et se situe en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée).

Le projet prévoit la construction d'environ 260 logements répartis dans quatre bâtiments, dont deux comportant 1573 m² dévolus à des activités commerciales ou administratives au rez-de-chaussée. Il prévoit également de créer un parking souterrain pour voitures de 242 places à l'usage des habitants et des employés.

Une attention particulière a été portée à l'implantation des bâtiments afin de créer des perméabilités nord-sud et est-ouest pour la mobilité douce dans un cadre végétal préservé. De plus cette implantation permet la préservation de certains arbres existants. L'alignement des constructions a également respecté les PLQ voisins.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement ce projet le 22 février 2012. La procédure d'opposition a eu lieu du 27 avril au 30 mai 2012. Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur du service des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

89 nouveaux logements prévus à Thônex

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier portant sur des terrains situés au sud de la route de Genève, à mi-chemin entre le centre de Thônex et la douane de Moillesulaz. D'une superficie totale de 9920 m², le périmètre comprend 18 parcelles en zone de développement 4A (zone urbaine destinée principalement aux maisons d'habitation) le long de la route de Thônex. Il se trouve dans un quartier déjà bien urbanisé avec des bâtiments de logements allant de quatre à quatorze niveaux.



Le projet prévoit la construction de 89 logements répartis dans deux bâtiments de cinq niveaux avec 420 m² d'activités au rez-de-chaussée. Il prévoit également de créer un parking souterrain de 117 places pour voitures à l'usage des habitants et des visiteurs. L'implantation des constructions projetées permet la préservation d'un cèdre remarquable sur le site et contribue à la perméabilité entre l'avenue de Thônex et le parc existant situé à l'ouest du bâtiment longeant l'avenue Adrien-Jeandin.

Le Conseil municipal de la Commune de Thônex a préavisé favorablement ce projet le 20 mars 2012. La procédure d'opposition ouverte du 4 mai au 4 juin 2012 n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur du service des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Projet de loi pour des activités et des équipements publics à Pregny-Chambésy



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Pregny-Chambésy en vue de permettre l'installation d'activités sans nuisances et d'équipements publics.

Initié par la commune, ce projet de modification des limites de zones porte sur de nombreuses parcelles situées dans le périmètre de la Foretaille, de l'Ecole de Valérie, du centre sportif des Châtaigniers, du village de Chambésy-dessous et juxte la Mairie à Pregny-Village. Il permettra de créer une zone 4B (zone rurale destinée principalement aux maisons d'habitation) protégée, une zone 4B de développement destinée à des activités sans nuisances, une zone 4B de développement destinée en partie à des équipements publics, diverses zones de bois et forêts, une zone sportive, une zone de verdure ainsi que des zones 5 (villas).

Le premier objectif de cette modification de zones est de mettre en conformité certains de ces secteurs avec l'utilisation réelle des terrains. En outre, elle propose la création de deux zones de développement 4B; l'une destinée à des activités sans nuisances au nord du bois de Foretaille, l'autre destinée en partie à des équipements publics dans le périmètre jouxtant la Mairie à Pregny-Village.

L'enquête publique ouverte du 10 janvier au 10 février 2012 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Pregny-Chambésy a par ailleurs préavisé favorablement ce projet en date du 8 mai 2012.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur du service des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 13.

Echelonnement des dispositions concernant les grands consommateurs d'énergie

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la loi sur l'énergie du 31 août 1988.

La révision de la loi sur l'énergie, entrée en vigueur le 5 août 2010, a introduit de nouvelles obligations pour les quelque six cents grands consommateurs d'énergie du canton. Tous les dix ans, ceux-ci doivent choisir entre différentes variantes d'amélioration de leur efficacité énergétique en se basant, notamment, sur un audit énergétique préalable. Afin de tenir compte des capacités des bureaux d'ingénieurs-conseil en chauffage, ventilation, climatisation et électricité à réaliser des audits énergétiques, le Conseil d'Etat a décidé que ces dispositions seront appliquées aux grands consommateurs d'énergie de façon échelonnée, en commençant par ceux dont la consommation d'énergie est la plus importante. Un peu moins de cent audits par an devront être ainsi réalisés par des ingénieurs spécialisés.

L'ancien règlement prévoyait que le canton reconnaisse les conventions d'objectifs conclues par les grands consommateurs sous l'égide de la Confédération. Avec la nouvelle loi fédérale sur le CO₂, adoptée par le parlement le 23 décembre 2011 et dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2013, ces conventions, ainsi que d'autres dispositions concernant les grands consommateurs, vont être modifiées. Le Conseil d'Etat a saisi l'occasion de la modification du règlement d'application de la loi sur l'énergie pour permettre au canton de reconnaître ces nouvelles dispositions fédérales.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service cantonal de l'énergie, DS,
☎ 022 327 93 64.*

Université de Genève : convention d'objectifs pour les années 2012 à 2015

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi fixant le montant des indemnités accordées à l'Université de Genève et ratifiant la convention d'objectifs conclue entre l'Etat et l'Université.

La [loi sur l'Université du 13 juin 2008](#), approuvée en [votation populaire le 30 novembre 2008](#), prévoit la conclusion d'une convention d'objectifs entre l'Etat et l'Université qui spécifie les objectifs assignés à la haute école et les modalités qu'elle entend mettre en œuvre pour les atteindre. La première convention d'objectifs pour les années 2008 à 2011 a fait l'objet d'une évaluation externe réalisée par une commission d'experts indépendants.

Pour la période quadriennale couvrant les années 2012 à 2015, une nouvelle convention d'objectifs a été négociée. Les priorités principales ont été définies dans la perspective de maintenir la polyvalence disciplinaire de l'Université, de développer l'excellence de la recherche, de renforcer la collaboration entre les institutions d'enseignement supérieur du canton (HES-SO Genève et IHEID) et d'assurer un encadrement de qualité à un nombre croissant d'étudiantes et étudiants qui choisissent Genève pour y suivre une formation.

*Pour toute information complémentaire : Mme Ivana Vrbica, directrice de l'unité de l'enseignement supérieur,
DIP, ☎ 022 546 69 15.*

Règlement provisoire sur l'imposition des participations de certains collaborateurs d'entreprises

Le Conseil d'Etat a adopté un règlement provisoire fixant le taux d'imposition à la source pour certains bénéficiaires de participations de collaborateurs domiciliés à l'étranger. Le taux de l'impôt cantonal et communal est fixé à 20% de l'avantage obtenu.

L'adoption de ce règlement provisoire a été rendue nécessaire par le retard pris dans l'examen parlementaire du projet de loi 10924 ([point de presse du 22 février 2012](#)) portant sur l'adaptation du droit genevois au nouveau droit fédéral dans le domaine de l'imposition des participations de collaborateurs d'entreprises au capital de leur société. En effet, la commission fiscale a, contre toute attente, refusé d'entrer en matière sur ce projet.

L'entrée en vigueur du nouveau droit fédéral étant prévue le 1^{er} janvier 2013, il appartenait au Conseil d'Etat de déterminer à titre provisoire le taux d'imposition à la source appliqué aux bénéficiaires d'options de collaborateurs qui résident et travaillent dans plusieurs pays entre l'acquisition et l'exercice de ces options. Le règlement provisoire reprend en l'occurrence le taux de 20% (cantonal et communal) qui était proposé dans le projet de loi 10924.

Pour toute information complémentaire : Mme Claire Vogt Moor, conseillère fiscale, administration fiscale cantonale, DF, ☎ 022 327 76 45.

Aide financière de trois millions de francs à la Fédération genevoise de coopération



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 3 millions de francs pour les années 2013 à 2016 à la Fédération genevoise de coopération (FGC). Cette organisation faîtière, qui regroupe plus de 60 associations genevoises actives dans le domaine de la coopération au développement, soutient des initiatives locales permettant à des populations défavorisées du Sud de prendre leur destin en main et d'améliorer leurs conditions de vie.

L'aide financière sera affectée principalement à des projets et des programmes de coopération au développement qui concernent des domaines divers tels que développement rural, développement urbain, éducation et formation, environnement, renforcement des organisations de la société civile et santé.

L'aide financière versée par l'Etat à la Fédération genevoise de coopération est accordée sur la base d'un contrat de prestations établi pour les années 2013 à 2016 conformément aux exigences de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005.

Pour toute information complémentaire : Mme Béatrice Grossen, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 42.

Changements de conseillères et conseillers municipaux dans trois communes

Dans le courant du mois de juillet 2012, le service des votations et élections a effectué des changements d'élus municipaux dans trois communes du canton. Les démissionnaires ont été remplacés par des « viennent-ensuite ».

- Grand-Saconnex : M. Alexandre Böhler, démissionnaire sur la liste « PLR – Les Libéraux-Radicaux », a été remplacé par Mme **Ana Medeiro**.
- Plan-Les-Ouates : Mme Geneviève Guinand Maitre, démissionnaire sur la liste « Socialiste pluraliste », a été remplacée par M. **Roger Deneys**.
- Versoix : M. Jean-Louis Sonney, démissionnaire sur la liste « Libéral », a été remplacé par Mme **Nathalie Métrallet**.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nominations

Deux nominations importantes à la police

Un nouveau chef des opérations

Dans le cadre de la réorganisation Phénix, le Conseil d'Etat a nommé l'actuel commandant de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Christian Cudré-Mauroux, au poste de chef des opérations de la police. Il occupera sa nouvelle fonction dès le 1^{er} septembre 2012.

Agé de 55 ans, Monsieur Cudré-Mauroux a rejoint le corps de police en 1987, en qualité d'officier de gendarmerie. Il y a exercé successivement les fonctions d'instructeur au centre de formation de la police et de capitaine responsable des unités spéciales de la gendarmerie. Nommé officier de police en 2001, il a travaillé au commissariat de police, avant d'occuper les fonctions de chef des services d'état-major *ad interim*, puis de chef de la police *ad interim*. Depuis le 1^{er} novembre 2003, il assume la responsabilité de commandant de la gendarmerie genevoise.



Directement subordonné à la cheffe de la police, le chef des opérations de la police assure la direction du service opérations constitué du Centre des opérations police (COP), des unités de renseignement, des officiers de police de service et des unités spécialisées.

Membre de l'état-major de la police, il aura pour mission de proposer, respectivement de planifier et/ou de coordonner, voire de diriger, les opérations de sécurité publique au sens large, d'initiative ou sur réquisition de la cheffe de la police.

Dans le domaine des opérations, le lieutenant-colonel Cudré-Mauroux aura la charge de déterminer les conditions cadre et d'assurer la planification et la coordination de la conduite, voire la direction, des engagements majeurs et multiservices.

Il devra coordonner le flux du renseignement en général, diriger et coordonner les opérations et attribuer ponctuellement des moyens en fonction de l'importance de l'événement.

Il aura en outre pour mission de fixer les objectifs généraux et particuliers dans le cadre de l'acquisition, de l'exploitation et de la diffusion du renseignement, que ce soit pour les engagements courants ou majeurs multiservices. Il déterminera également les structures et l'organisation des plates-formes d'échange des renseignements avec les partenaires externes.

Enfin, il officiera en qualité de remplaçant de la cheffe de la police au départ à la retraite du chef de la police adjoint, dont la fonction n'est pas repourvue dans la nouvelle organisation.

Le lieutenant-colonel Cudré-Mauroux garde par ailleurs la présidence de la conférence des commandants de gendarmerie RBT (Romandie, Berne et Tessin) et le commandement du groupement romand de maintien de l'ordre (GMO).

Dès le 1^{er} septembre 2012, le major Olivier Grosjean officiera quant à lui comme commandant de la gendarmerie *ad interim*.

Nouveau chef de la police de la sécurité internationale



Le gouvernement a également titularisé, à compter du 1^{er} septembre 2012, le major Peter Brander, actuel chef *ad interim* de la police de la sécurité internationale.

Né en 1966, M. Brander a été engagé à la police genevoise en 1995 en qualité d'officier de gendarmerie avec le grade de lieutenant. Ses multiples et solides expériences dans l'institution, son regard vers l'avenir et sa détermination à faire évoluer ce service permettront au nouveau chef de la police de la sécurité internationale d'assumer pleinement ses fonctions.

M. Peter Brander a assuré la responsabilité du centre de formation de la police (CFP) jusqu'en 2000, puis a été responsable du centre des opérations et de la planification de la gendarmerie en qualité de capitaine. Dès 2005, il a géré l'unité de formation continue

de la gendarmerie.

En février 2007, M. Peter Brander a été nommé chef de la police de la sécurité internationale remplaçant, avec le grade de major. Depuis juin 2010, il a pris en charge *ad interim* les missions et tâches du chef de la police de la sécurité internationale.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 2140 83 67.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
30 août 17h00	Soirée d'information publique pour le lancement de la procédure de consultation publique du PDQ des Cherpines	Ecole de commerce Aimée Stitelmann 24, route de Base 1228 Plan-les-Ouates	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
31 août 11h30	Journées européennes du patrimoine des 8 et 9 septembre 2012 : les biens culturels « Pierre et béton »	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Les Acacias	DU VGe	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
1 ^{er} septembre 10h-22h	Journée portes ouvertes de l'Hôtel de ville	Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	CHA GC	Nicolas Merckling ☎ 022 327 90 80
13 septembre 11h00	Inauguration de la Seymaz renaturée – 3 ^e étape	Rendez-vous sur le parking du stade municipal de Choulex Chemin du Chambet 1244 Choulex	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14
20 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2013 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
25 septembre 11h30	Vernissage du concours d'espaces publics « La Promenade des Crêtes »	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Les Acacias	DU	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
28 septembre 11h00	Inauguration du tronçon renaturé du Foron à Ambilly/Thônex	Parking du stade d'Ambilly Rue de la Paix 74100 Ambilly (France)	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14